



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
11 juin 2014

Original: français

Comité des droits de l'enfant

Soixante-sixième session

Compte rendu analytique de la 1886^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 3 juin 2014, à 10 heures

Président(e): M^{me} Sandberg

Sommaire

Examen des rapports des États parties (*suite*)

Troisième et quatrième rapports périodiques de l'Inde sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (suite)

Rapport initial de l'Inde sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

Rapport initial de l'Inde sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section d'édition, bureau E.5108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-04043 (F) 110614 110614



* 1 4 0 4 0 4 3 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports des États parties (suite)

Troisième et quatrième rapports périodiques de l'Inde sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC/C/IND/3-4; CRC/C/IND/Q/3-4; CRC/C/IND/Q/3-4/Add.1) (suite)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation indienne reprend place à la table du Comité.*
2. **M. Mezmur** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde) demande s'il existe des mécanismes de contrôle de l'application de la loi sur la justice des mineurs et si les enfants en conflit avec la loi bénéficient de mesures de substitution à l'incarcération et d'une prise en charge multidisciplinaire. Il demande en outre s'il est exact que l'État partie a envisagé d'abaisser l'âge de la responsabilité pénale. La délégation pourra aussi indiquer si l'État partie a prévu de réduire les frais liés à l'obtention de la nationalité pour les enfants réfugiés – notamment les enfants sikhs et hindous originaires du Pakistan et d'Afghanistan – et envisagé de devenir partie à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. M. Mezmur aimerait aussi savoir quand sera mis en œuvre le programme adopté en mai 2014 qui prévoit le versement d'une allocation mensuelle à tous les enfants dont les parents sont incarcérés et si les enfants qui vivent en prison avec leur mère reçoivent une instruction et des soins de santé. Enfin, il demande si les pratiques portant atteinte à la dignité des enfants qui ont été victimes de viol ont été abandonnées dans toutes les régions du pays.
3. **M. Joshi** (Inde) dit que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant est pris en considération dans toutes les lois relatives à l'enfance, y compris dans la loi sur la justice des mineurs.
4. **M^{me} Chadha** (Inde) dit que de nombreux programmes visant à lutter contre la discrimination à l'égard des enfants qui appartiennent aux groupes vulnérables sont mis en œuvre sous l'égide de la Commission nationale des minorités et de la Commission nationale des castes et tribus répertoriées. Ainsi, des bourses d'études sont octroyées aux enfants vulnérables et des programmes d'alphabétisation sont mis en œuvre. Des tribunaux spéciaux chargés de traiter les affaires concernant les membres des castes et tribus répertoriées ont été mis en place dans 31 États et territoires de l'Union et un procureur chargé de ces questions a été désigné. De plus, plusieurs États se sont dotés de postes de police réservés au dépôt des plaintes de membres des castes et tribus. En 2008, un programme multisectoriel de développement a été mis en œuvre pour mieux répondre aux besoins des minorités en matière d'éducation, d'emploi, d'assainissement et de logement.
5. **M. Gastaud** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde) demande si des représentants des minorités participent à l'élaboration des programmes de promotion des droits des groupes minoritaires.
6. **M. Joshi** (Inde) répond que ces programmes sont élaborés par les représentants eux-mêmes, en étroite consultation avec les membres des communautés concernées.
7. **M. Khera** (Inde) dit qu'il existe deux programmes de promotion de la santé des adolescents: le premier est le Programme Rajiv Gandhi pour l'autonomisation des adolescentes, dit programme «Sabla». Il est mis en œuvre dans 205 districts et vise à sensibiliser les filles de 11 à 18 ans à la santé sexuelle, à l'hygiène et à la nutrition, notamment. Le second programme est davantage axé sur la santé maternelle, la prévention des toxicomanies, la prévention du VIH/sida et la lutte contre la violence dans la famille et touche directement le public cible à travers les médias sociaux et grâce à l'implantation, sur tout le territoire, de centres de santé de proximité (Centres *Anganwadi*).

8. **M^{me} Wijemanne** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde) demande si les adolescentes des régions reculées bénéficient aussi de services de santé sexuelle et procréative.
9. **M. Joshi** (Inde) dit que le Programme Sabla vise à aider les adolescentes déscolarisées à s'insérer dans la vie active, à adopter de bonnes habitudes alimentaires et à préserver leur santé. Mis en œuvre dans plusieurs centaines de centres *Anganwadi* implantés dans les villages, ce programme couvre un tiers des districts du pays et est géré selon le principe de l'éducation par les pairs, avec l'appui d'organisations non gouvernementales (ONG) subventionnées par l'État. Si les adolescentes ont besoin d'une prise en charge plus poussée, elles sont réorientées vers les centres de santé des districts, tous situés à moins de 10 kilomètres de chaque village. Les évaluations du programme Sabla, qui bénéficie d'un budget quinquennal de 230 millions de roupies, ont permis de conclure à son efficacité. Un plan analogue en faveur des garçons verra bientôt le jour.
10. **M^{me} Mathur** (Inde) dit que le respect des opinions de l'enfant est un axe central de la nouvelle politique sur l'enfance et que ce principe doit guider toutes les décisions qui concernent les enfants, notamment en matière de justice des mineurs.
11. **M. Gastaud** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde) demande si toutes les écoles ont mis en place des boîtes de doléances et si les opinions de l'enfant sont prises en compte dans la famille.
12. **M. Joshi** (Inde) dit que la plupart des écoles sont équipées de boîtes de doléances, qui permettent aux enfants d'adresser des plaintes anonymes aux autorités compétentes.
13. **M^{me} Wijemanne** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde) demande ce que fait l'État partie pour éviter que les enfants marginalisés ou non scolarisés deviennent victimes d'exploitation sexuelle ou d'exploitation par le travail.
14. **M^{me} Singh** (Inde) dit que beaucoup d'écoles ont mis en place des conseils scolaires, qui permettent aux élèves de faire connaître leurs vues sur des sujets qui les intéressent et que, dans le cadre du programmes Nehru Yuva Kendra Sangathan, les élèves peuvent participer à l'élaboration des politiques locales et faire entendre leur voix dans la prise de décisions.
15. **M^{me} De Jesús Oviedo Fierro**, appuyée par **M^{me} Herczog** (Coordonnatrice de l'Équipe spéciale pour l'Inde), demande combien d'enfants participent à ces initiatives, quel budget leur est consacré et comment elles sont perçues par les enfants.
16. **M^{me} Singh** (Inde) répond que ces programmes sont financés par le Ministère de la jeunesse et que les chiffres exacts des sommes affectées à ces activités seront communiqués ultérieurement au Comité.
17. **M. Joshi** (Inde) regrette que les autorités locales ne soient pas légalement tenues de prendre en compte les opinions des enfants et ajoute qu'un mécanisme devrait être institué pour que cela devienne obligatoire. Les suggestions du Comité à cet égard sont les bienvenues.
18. **M^{me} Singh** (Inde) dit que ces dernières années, l'Inde a fait de grands progrès dans l'enregistrement des naissances: désormais près de 85 % des naissances sont enregistrées, contre 50 % en 2003. Certains États ont même atteint un taux de 100 %. Les naissances peuvent être enregistrées dans les hôpitaux, dans les centres de santé primaire et dans les centres de santé communautaires grâce à la mise en place d'un système informatisé, qui coexiste avec un système plus traditionnel, adapté aux réalités rurales. L'octroi de certaines prestations sociales étant lié à la présentation d'un certificat de naissance, les familles ont une réelle motivation à faire enregistrer les naissances. De vastes campagnes d'information

et des budgets importants viennent compléter ce dispositif, grâce auquel l'Inde est en passe d'atteindre un taux de 100 % d'enregistrement des naissances.

19. **M^{me} Chadha** (Inde) dit que les autorités n'ont pas connaissance de cas d'enfants qui auraient déposé plainte pour avoir été contraints par leurs parents de changer de religion. La Constitution consacre la liberté de conscience et de religion.

20. **M. Gastaud** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde) fait observer qu'il existe une contradiction entre la loi qui interdit aux enfants de se convertir et la Constitution.

21. **M^{me} Chadha** (Inde) dit que l'Inde considère que les mineurs n'ont pas la capacité de prendre des décisions dont ils ne mesureraient pas nécessairement toutes les conséquences. C'est uniquement pour protéger les enfants, par exemple contre des influences qui pourraient les mener à des situations d'exploitation, que le législateur a réservé l'exercice de certains droits, comme le droit de se convertir ou celui de se marier, aux seuls adultes.

22. **M^{me} Herczog** (Coordonnatrice de l'Équipe spéciale pour l'Inde) demande un complément d'information sur le système de protection de remplacement.

23. **M. Joshi** (Inde) indique qu'en application de la loi sur la justice des mineurs, chaque district doit se doter d'un Conseil de justice pour mineurs et d'un Comité pour la protection de l'enfance. Quiconque a connaissance d'une situation où un enfant est privé de soins parentaux est tenu d'en informer le Comité pour la protection de l'enfance, qui tient dûment compte de l'intérêt supérieur de l'enfant pour décider de la forme de protection de remplacement la plus adaptée. Le Comité pour la protection de l'enfance privilégie dans toute la mesure possible le maintien de l'enfant dans sa famille, à laquelle il accorde au besoin une aide financière. L'État tente en effet de développer les solutions de substitution au placement en institution. Par exemple, le parrainage consiste à accorder une allocation mensuelle, soit aux parents eux-mêmes, soit, lorsque les parents ne sont pas en mesure de remplir leur rôle, à des membres de la famille élargie. Toutes les institutions pour enfants, qu'elles soient gérées par l'État ou par une ONG, doivent être enregistrées, obtenir une licence et respecter les normes fixées par la loi sur la justice des mineurs. À cet égard, des contrôles sont régulièrement effectués par des fonctionnaires de l'administration des districts. L'État finance un grand nombre de ces institutions par l'intermédiaire du Programme intégré de protection de l'enfance. Les mineurs en conflit avec la loi sont placés dans des structures distinctes de celles qui accueillent les orphelins et les autres enfants privés de protection parentale.

24. **M^{me} Mathur** (Inde) ajoute que des Comités pour la protection de l'enfance ont déjà été mis en place dans la quasi-totalité des districts.

25. **La Présidente**, s'exprimant en tant que membre du Comité, note que de nombreux parents prennent eux-mêmes la décision de faire placer leurs enfants en institution et demande s'il existe des aides à la parentalité autres que financières.

26. **M. Joshi** (Inde) répond par l'affirmative. Chaque district compte trois ou quatre travailleurs sociaux, dont la mission première est d'accompagner et de conseiller les familles en difficulté. Pour rendre ces postes plus attractifs, il a été récemment décidé de multiplier les salaires des travailleurs sociaux par 2,5. Les États disposent en outre d'une enveloppe dont l'utilisation est laissée à leur entière discrétion pour répondre aux situations imprévues dans le domaine de la protection de l'enfance. Un État a par exemple utilisé ces crédits pour financer l'opération d'un enfant placé en institution qui était atteint d'une pathologie cardiaque.

27. **M^{me} Chadha** (Inde) dit qu'un enfant peut saisir lui-même le Comité pour la protection de l'enfance, mais que les actions en justice doivent être intentées par un représentant de l'enfant au nom de celui-ci. Le droit à la vie privée est consacré par la

Constitution et a été réaffirmé en tant qu'élément du droit à la vie dans des arrêts de la Cour suprême.

28. **M^{me} Singh** (Inde) dit que la lutte contre la cybercriminalité est une priorité pour les autorités, qui ont beaucoup investi dans ce domaine, tant financièrement qu'en termes de renforcement des capacités. Presque tous les districts disposent de policiers spécialement formés et, sur le site Web de la police, une page destinée aux enfants présente les rudiments de la sécurité sur Internet. Différentes actions de sensibilisation sont en outre menées auprès des enfants, des parents et des internautes en général. Le Code pénal contient des dispositions sur la pornographie mettant en scène des enfants et la loi de 2000 sur les technologies de l'information, telle que modifiée en 2008, érige en infraction des actes, tels que le piratage informatique, le harcèlement sur Internet et le fait de publier et de transmettre en format électronique des matériels mettant en scène des enfants qui se livrent à des activités sexuelles explicites.

29. **M^{me} Mathur** (Inde) dit que la loi sur la protection des enfants contre les violences sexuelles, entrée en vigueur en 2012, vise toutes les formes d'agressions sexuelles (avec ou sans pénétration) ainsi que le harcèlement sexuel, la pédopornographie et la traite à des fins d'exploitation sexuelle et prévoit de nombreuses circonstances aggravantes. Les infractions en question sont notamment punies d'une peine plus lourde lorsqu'elles sont commises par une personne de confiance ou par une personne abusant de sa position d'autorité, commises en réunion ou commises contre un enfant âgé de moins de 12 ans ou contre un enfant handicapé, ou lorsqu'elles laissent des séquelles invalidantes. Cette loi érige en outre en infraction pénale la non-dénonciation de violences sexuelles. Elle prévoit la non-divulgaration de l'identité des enfants victimes et la possibilité pour toute victime de bénéficier des services d'un interprète et d'un éducateur spécialisé pendant l'enquête et au cours du procès et de se voir accorder une indemnisation.

30. **M. Joshi** (Inde) précise que toutes les écoles de police et toutes les écoles militaires ont reçu une information sur le contenu de la loi sur la protection des enfants contre les violences sexuelles, de même que les administrations des États, qui sont tenues de dispenser la formation nécessaire aux membres de leur personnel.

31. **M. Mezmur** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde), notant que les violences sexuelles à l'égard des filles sont extrêmement courantes dans l'État partie et s'émouvant des réactions inappropriées de certains responsables politiques face à ces faits, demande quelles mesures prend l'État partie pour faire évoluer les mentalités et les attitudes dans la société.

32. **M^{me} Wijemanne** (Membre de l'Équipe spéciale pour l'Inde) demande des informations sur la suite donnée aux plaintes dans les affaires de violences sexuelles et sur les mesures prises à l'égard des auteurs de ces actes.

33. **M^{me} Singh** (Inde) donne au Comité l'assurance que le Gouvernement partage ses inquiétudes sur ce sujet très grave. La Commission Verma, mise en place en décembre 2012 à la suite du viol collectif de New Delhi qui avait déclenché une vague de manifestations dans le pays, a rendu en janvier 2013 un rapport dans lequel elle recommandait notamment de modifier la législation pénale et de faciliter l'accès des victimes à la justice. Le Gouvernement a entrepris de créer un environnement plus accueillant dans les postes de police afin d'encourager les signalements des violences sexuelles, avec en particulier la mise en place systématique de guichets réservés aux femmes et aux enfants, où l'accueil est assuré par un policier spécialement formé. Tout policier refusant d'enregistrer une plainte encourt des sanctions. La hausse du nombre d'infractions sexuelles recensées est sans nul doute le résultat de ces mesures. De plus, en vertu des modifications apportées à la législation pénale en 2013, les auteurs de viol encourrent la peine de mort en cas de récidive ou lorsque ces actes sont commis en réunion.

La séance est suspendue à 11 h 45; elle est reprise à 12 h 5.

34. **M^{me} Sekhar** (Inde) dit que la loi de 2009 sur le droit de l'enfant à l'éducation gratuite et obligatoire interdit expressément toute forme de châtement corporel à l'école. Le Gouvernement a mis en place des mécanismes qui permettent aux enfants de soumettre à la Commission nationale de protection des droits de l'enfant des plaintes de toute nature, en particulier s'ils sont l'objet de châtements corporels ou de harcèlement à l'école.

35. **M. Joshi** (Inde) dit que le Gouvernement indien est conscient du rôle crucial que joue la société civile dans la mise en œuvre des programmes sociaux et que le nombre d'ONG et d'organisations à but non lucratif a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. Il précise que le Gouvernement est leur principale source de financement et qu'elles sont tenues de rendre des comptes sur leur gestion. Si, comme l'avance le Comité, certaines ONG représentant des minorités ont été dissoutes, c'est sans doute parce qu'elles avaient enfreint la législation régissant le fonctionnement des organisations de la société civile. Aussi le Comité est-il invité à communiquer à la délégation le nom des ONG concernées afin qu'elle puisse lui faire parvenir un complément d'information à ce sujet.

36. **M. Reddy** (Inde) dit que la loi relative à la justice des mineurs autorise actuellement l'application d'une correction «légère» à un enfant dans la mesure où cela est «pour son bien». Le Gouvernement entend modifier cette loi et ériger en infraction les châtements corporels, à savoir le fait de soumettre intentionnellement un enfant à des souffrances physiques ou psychologiques à des fins disciplinaires.

37. **La Présidente** espère que, lorsqu'il procédera à l'élaboration de la nouvelle version de cette loi, l'État partie tiendra compte de la position du Comité, qui considère qu'aucune forme de violence physique n'est tolérable.

38. **M^{me} Sekhar** (Inde) dit que, pour faciliter l'adoption des enfants orphelins, abandonnés ou confiés à l'État, la loi sur la justice des mineurs a prévu la création dans chaque district d'agences spécialisées dans l'adoption, avec le soutien financier du Programme intégré de protection de l'enfance. Ces agences tiennent à jour une base de données sur les parents candidats à l'adoption et conduisent la procédure de placement des enfants déclarés légalement adoptables par les comités pour la protection de l'enfance. En vertu des directives relatives à l'adoption adoptées en 2011, qui ont force de loi, la priorité est accordée aux adoptions nationales. En ce qui concerne les adoptions internationales, la mise en place d'un système de dossiers centralisé doit permettre d'accélérer les procédures. Pour éviter que des enfants soient adoptés au mépris de la législation régissant l'adoption internationale, toutes les agences spécialisées et tous les établissements chargés de la protection de l'enfance sont enregistrés et font l'objet de contrôles réguliers. En outre, des campagnes de sensibilisation sont menées à l'échelle du pays pour prévenir les adoptions illégales.

39. **M. Joshi** (Inde) dit que le Gouvernement entend faire de l'Office central de l'adoption, actuellement enregistré en tant qu'association, un organisme public.

40. **M^{me} Chadha** (Inde) dit que seul le droit hindou sur le statut personnel autorise l'adoption. Le droit des communautés musulmane, parsi et chrétienne ne l'autorise pas. Cela dit, dans sa partie consacrée à l'adoption, la loi relative à la justice des mineurs ne fait aucunement référence à la religion du futur parent adoptif, et permet donc à quiconque d'adopter, indépendamment de sa religion.

41. **M. Joshi** (Inde) dit que la politique en faveur de la prise en charge et de l'éducation de la petite enfance, élaborée en septembre 2013, vise à offrir à 160 millions d'enfants de moins de 6 ans des chances égales en matière d'accès à l'enseignement préscolaire. Le Programme de services intégrés pour le développement de l'enfant, au moyen duquel le Gouvernement met en œuvre cette politique, met tout particulièrement l'accent sur les

enfants de moins de 3 ans et sur les femmes enceintes et allaitantes, et vise à renforcer la prise en charge des enfants souffrant d'une insuffisance pondérale sévère. Les parents ne sont pas tenus d'inscrire leur enfant dans les centres de santé de proximité (Centres Anganwadi), mais sont vivement encouragés à le faire.

42. **M^{me} Sekhar** (Inde) dit que les centres de réception des bébés abandonnés pourvoient aux besoins essentiels des nourrissons et leur offrent une protection jusqu'à ce qu'ils soient placés aux fins d'adoption. Le Ministère de la santé travaille actuellement à l'élaboration d'un projet de loi sur la gestation pour autrui, en vertu duquel une même femme ne pourra être mère de substitution que deux fois, et ce, pour protéger le droit de l'enfant à la santé. Le Gouvernement a en outre adopté des directives qui obligent notamment les couples étrangers souhaitant recourir à une mère de substitution en Inde à fournir la preuve que l'enfant à naître sera autorisé à pénétrer sur le territoire de leur pays d'origine, en recevra la nationalité et sera reconnu comme étant l'enfant biologique du couple. En l'absence de tels documents, les intéressés se verraient refuser le visa d'entrée en Inde.

Rapport initial de l'Inde sur la mise en œuvre du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (CRC/C/OPAC/IND/1; CRC/C/OPAC/IND/Q/1; CRC/C/OPAC/IND/Q/1/Add.1)

43. **M. Madi** (Rapporteur pour l'Inde, pour le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés) demande si l'État partie envisage de retirer la déclaration qu'il a faite lors de son adhésion au Protocole facultatif et de relever à 18 ans l'âge de l'engagement volontaire dans les forces armées et si, en l'état actuel des choses, le consentement des parents des recrues mineures est requis. Faisant observer que l'âge porté sur les certificats de fin d'études ou de fin de scolarité est souvent approximatif, M. Madi demande comment les autorités compétentes s'assurent qu'aucun mineur n'est envoyé dans des zones d'opérations militaires, et si une loi interdit la participation de mineurs à des hostilités. Il aimerait connaître l'âge minimum d'admission dans les forces de police – et savoir si cet âge varie d'un État à l'autre – ainsi que l'âge requis pour rejoindre les comités de défense des villages. Il demande aussi si la législation de l'État partie interdit et incrimine l'enrôlement de mineurs par des groupes armés non étatiques. La délégation pourrait indiquer quels ont été les résultats du programme pilote «Bal Bandhu» mis en œuvre depuis 2009 dans cinq États, s'il est prévu d'étendre ce programme à d'autres États et s'il est exact qu'au Jammu-et-Cachemire, les autorités continuent de détenir des mineurs en application de la loi sur la sécurité publique, en falsifiant leur âge. Elle pourrait en outre préciser quelle est la portée de la loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées, qui semble primer les autres lois, telles que la loi relative à la justice des mineurs dans certaines parties du pays, notamment dans les zones de troubles. Enfin, la délégation est invitée à indiquer si des enfants ont déjà été condamnés pour des infractions commises dans le cadre d'opérations de groupes armés non étatiques, et si l'État partie interdit l'exportation d'armes, y compris d'armes légères et de petit calibre, vers des pays où l'on sait que des enfants sont ou pourraient être enrôlés ou impliqués dans un conflit armé ou dans des hostilités.

44. **M^{me} Wijemanne** (Rapporteuse pour l'Inde, pour le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés) demande s'il existe une base de données regroupant des informations sur les enfants utilisés par des forces non gouvernementales et si les familles des intéressés ont accès à un mécanisme qui leur permette de signaler que leur enfant a été enrôlé de force, blessé ou tué. Elle aimerait savoir si, dans les zones de troubles, les écoles sont toujours ouvertes, si des enfants sont détenus pour avoir participé au conflit interne ou font l'objet de poursuites pour avoir participé à des opérations armées menées contre les forces indiennes, et s'il est exact que des enfants servent parfois de boucliers humains et que des enfants sont portés disparus.

Rapport initial de l'Inde sur la mise en œuvre du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/IND/1; CRC/C/OPSC/Q/1; CRC/C/OPSC/Q/1/Add.1)

45. **M^{me} Wijemanne** (Rapporteuse pour l'Inde, pour le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants) demande si l'État partie a mis en place une base de données sur les enfants victimes des infractions visées par le Protocole et s'il est vrai que l'Inde est tout à la fois un pays d'origine, un pays de destination et un pays de transit pour la traite, et que des enfants sont victimes de la traite à des fins de prostitution, de travail et de pornographie, voire de trafic d'organes et d'exploitation sexuelle. Elle demande également si les enfants sont employés dans la taille de diamants et le polissage de pierres précieuses. Elle aimerait savoir si l'État partie s'est doté d'un plan national d'action pour mettre en œuvre le Protocole et, dans l'affirmative, quel organe est officiellement chargé de coordonner les activités de mise en œuvre et si les ressources qui lui sont allouées sont suffisantes. Saluant le fait que de nouvelles infractions aient été définies dans le Code pénal, notamment le viol commis par une personne de confiance, M^{me} Wijemanne demande s'il existe un mécanisme confidentiel de plainte auquel les victimes d'un tel acte peuvent s'adresser pour dénoncer les faits. Enfin, elle souhaite savoir si les victimes d'infractions visées par le Protocole ont accès à des services de réadaptation et de réinsertion.

46. **M. Mezmur** (Rapporteur pour l'Inde, pour le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants) demande quelles mesures l'État partie a prises pour prévenir toutes les infractions visées par le Protocole. Il aimerait aussi savoir si l'État partie collabore avec les pays voisins, notamment avec le Bangladesh et le Népal, pour combattre ces infractions au niveau régional, et s'il a conclu avec eux des accords d'extradition. Enfin, il demande quel a été le sort des quelque 3 000 enfants abandonnés depuis 2000 dans les centres de réception des bébés abandonnés, et notamment s'ils ont été adoptés ou placés au niveau national ou s'il a pu arriver que certains fassent l'objet d'activités illicites, comme la vente.

La séance est levée à 13 heures.